

## Au bout du rouleau

Nul ne peut savoir, en écrivant un article, où en sera la crise ministérielle au moment où il sortira des presses ; mais ce qui commence à être compris un peu partout, c'est qu'on arrive au bout d'une expérience. Celle de la démocratie IV<sup>e</sup> République, avec toutes les dispositions figées d'une Constitution pour laquelle on a demandé aux travailleurs de dire : oui.

Depuis plusieurs semaines, il est visible que la bourgeoisie (par l'entremise de ses hommes politiques habituels) ne sait pas trop ce qu'elle veut et peut encore moins faire ce qu'elle veut. Et, d'autre part, il est non moins visible que la classe ouvrière, qui veut ce qu'elle veut et qui, depuis quelques semaines, ne sent plus peser sur elle le poids de l'échec de l'an dernier, n'arrive pas à aller de l'avant.

L'équilibre social élaboré à la « Libération » est usé jusqu'à la corde et il n'y a pas moyen de s'en sortir par de nouvelles combinaisons parlementaires. Schuman, Marie, Queuille, etc. tournent en rond comme les chevaux de bois, mais c'est un jeu qui ne peut durer. En présence de l'impuissance, le danger est évident qu'une partie de la population tourne ses espoirs vers un « arbitre » apparemment au-dessus des classes et que cela fasse le jeu d'un de Gaulle, qui commencerait un régime de terreur contre les ouvriers et leurs organisations. L'urgence actuelle des gaullistes ne doit pas tromper ; ils ont peur d'un mouvement qui stimulerait l'action des travailleurs. Ils attendent que s'usent les partis ouvriers.

Nombreux sont les ouvriers communistes qui comprennent que quelque chose ne va pas du côté de leur direction. Ils la voient cherchant des alliés dans la bourgeoisie, rejetant les ouvriers socialistes dans le camp américain et avançant sur « l'indépendance nationale », quand il faut le front unique de tous les travailleurs pour boucler le régime capitaliste et frayer la voie aux États-Unis socialistes d'Europe pour sauver le monde d'une catastrophe nouvelle.

Mais ils se demandent que faire ? Ouvriers communistes, vous avez des dirigeants qui ne veulent pas se faire tancer par Moscou de « déviationnistes », qui sont prêts à faire tous les « mea culpa » qui veulent des places dans un ministère bourgeois, mais pas prendre le pouvoir, ce pour quoi vous luttiez depuis des années, ce pour quoi vous aviez rejoint ce parti. N'avez-vous pas dit qu'ils vous dirigent à la bataille. Ils prient Vincent Auriol et autres de leur faire rentrer dans un cabinet ministériel. Par votre action, forcez-les à faire un gouvernement sans ministres capitalistes. Imposez leur de satisfaire vos revendications.

Ouvriers socialistes, vous êtes fixés sur vos dirigeants, mais vous craignez les manœuvres stalinienne. Avec les ouvriers communistes, vous vous unirez pour imposer aux deux directions vos volontés. Assez de démonstrations au compte-gouttes ! Assez de pétitions, de grèves de démonstration ! C'est par de puissantes manifestations de rue, dans Paris et dans toutes les villes de France, que l'on metra un terme aux palinodes de l'Elysée et du Palais-Bourbon. Comment organiser l'action ? Comment la diriger ? En élargissant des comités dans les entreprises et les quartiers. Tous ceux qui participent à la lutte ont leur mot à dire.

Quand les ouvriers passeront à l'action on ne manquera pas de voir les dirigeants les suivre pour reprendre le contrôle des masses. Il faudra encore plus médier d'eux. Mais aujourd'hui, l'essentiel est d'agir vite.

### CONTRE TOUT GOUVERNEMENT BOURGEOIS,

### POUR IMPOSER UN GOUVERNEMENT SANS MINISTRES CAPITALISTES,

### POUR QUE LA CRISE SE RESOLVE AU PROFIT DES TRAVAILLEURS ET AUX DEPENS DE LEURS EXPLOITEURS.

Pierre FRANK.

# LA VERITE

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

Rédaction, Administration, 100, rue Réaumur, Paris (2<sup>e</sup>). GUT. 80-50

C. C. F. PARIS 5479-17. — IMPRIME EN FRANCE

## A la porte, tous les ministres capitalistes

## A l'action pour un GOUVERNEMENT OUVRIER PAYSAN

LES masses laborieuses sentent bien que les solutions proposées à la crise ne leur donnent pas un gouvernement. Schuman, comme Reynaud, Ramadier ou de Gaulle ne gouvernent pas pour elles mais contre elles. Depuis la « libération », de tels gouvernements se sont succédés et, du blocage des salaires au plan Mayer, le niveau de vie de l'immense majorité n'a cessé de baisser. Tous ont promis de diminuer la misère, tous n'ont fait que l'augmenter. Au parlement, les discussions ne portent pas sur la méthode à employer pour améliorer le sort des masses, mais sur celle pour leur faire mieux accepter une exploitation accrue.

Après tant d'expérience, la quasi unanimité des travailleurs et des petites gens comprennent qu'il faut faire une bonne fois pour toutes le ménage dans la maison. Il ne suffit pas de mettre un ministre capitaliste à la place d'un autre, il faut chasser complètement le gouvernement capitaliste et pour la première fois instaurer un gouvernement qui gouverne au profit des ouvriers et des paysans et non au profit d'une petite poignée d'exploiteurs.

Après une telle tâche, tous sont prêts à lutter en commun, ensemble. Tous sentent que c'est là la tâche urgente, centrale sans laquelle des augmentations de 1.500 francs ou des primes de 2.500 francs se solderont à nouveau par un pouvoir d'achat réel diminué. Tout le peuple exploité est prêt à une lutte générale pour résoudre la crise en balayant les ministres capitalistes et en instaurant son gouvernement.

A l'appel du Parti Communiste Français, des millions de travailleurs ont réclamé « un gouvernement d'union démocratique », croyant y voir enfin leur gouvernement. Mais ce n'est pas sans angoisse qu'ils apercevaient sous ce nouveau mot une vieille chose : le tripartisme bien connu !

### Un gouvernement réellement démocratique

Que devrait être un gouvernement authentiquement démocratique ? Celui qui gouvernera au profit des larges masses, de l'immense majorité du peuple. Cela signifie appliquer quelques mesures simples mais énergiques contre la poignée de capitalistes qui s'enrichissent de la misère générale.

L'inflation des prix qui mine le niveau de vie des pauvres profite aux grandes banques et aux trusts. Il faut exproprié ceux-ci. Les nationalisations se sont faites bureaucratiquement sans contrôle des masses, en conservant leur fromage aux gros actionnaires. Il faut exproprié ceux-ci sinon ils continueront à accumuler des milliards de profits sur la misère générale. Il faut que le gouvernement exproprié sinon le régime capitaliste amènera le chômage en même temps que le peuple manquera de tout.

Ceux qui travaillent doivent pouvoir vivre. Ils ont besoin d'un minimum vital. Non pas celui qui est acceptable par les capitalistes, mais celui qui permette de vivre aux travailleurs, aux petits retraités et pensionnés. Un gouvernement réellement démocratique l'imposera aux capitalistes et le garantira par l'échelle mobile des salaires.

Un gouvernement qui gouverne pour le peuple cessera immédiatement la guerre d'Indochine qui ne profite qu'aux gros caoutchoutiers. Il supprimera le budget de guerre et armera non plus les officiers réactionnaires mais le peuple tout entier pour la protection de son gouvernement. Les

exploités offrent la paix à tous les peuples, ils n'ont besoin ni de guerre, ni de diplomatie secrète, pour donner des puits de pétrole aux capitalistes. Ils appelleront non les diplomates mais les exploités des autres pays à construire les États-Unis Socialistes Soviétiques d'Europe.

De telles mesures porteraient atteinte au profit et à la propriété capitaliste ? Bien entendu ! On ne peut gouverner pour le peuple sans attaquer ses exploitateurs. Déjà Lénine disait aux travailleurs : « La question se ramène toujours à ceci : la domination de la bourgeoisie est inconciliable avec la démocratie authentique, authentiquement révolutionnaire. Au XX<sup>e</sup> siècle en pays capitaliste, on ne peut être démocrate révolutionnaire si on craint de marcher au socialisme. »

Bien entendu un tel gouvernement est inacceptable aux grands capitalistes. C'est pourquoi il faut mobiliser les travailleurs, leur faire contrôler la marche des banques, des usines et la distribution, sinon les patrons et leurs gros fonctionnaires sabotent ces mesures et les spéculateurs continueront à jouer sur la baisse des rations.

Pour de telles mesures, pour cette réelle démocratie, le peuple entier est prêt à lutter et à se sacrifier.

Mais est-ce cela que se propose le Parti Communiste Français ? Non ! Il veut participer à un gouvernement bourgeois traditionnel. Il veut un gouvernement acceptable par les capitalistes, octroyant un minimum vital acceptable par les capitalistes, mais pas en rap-

port avec le coût de la vie. Il veut un gouvernement que les bourgeois appellent « démocratique ». Celui que nous avons connu sous le nom de tripartisme, qui ne change rien, qui ne fait que préparer la venue des Reynaud et des de Gaulle.

### Pas de collaboration avec les capitalistes

Depuis la « libération » l'expérience a montré que les ministres capitalistes qu'ils s'appellent Schuman, Mayer ou Reynaud ou demain Herriot gouvernent pour leur classe. Il n'y a plus ni « gauche » ni droite » dit l'Humanité. Mais il y a des exploités et des exploités. L'Humanité l'oublie ; les capitalistes eux, montrent qu'ils ne l'oublient pas.

La présence de ministres « ouvriers » aux côtés des ministres bourgeois n'a servi et ne peut servir qu'à leur faire accepter les sacrifices en faveur des capitalistes. Qu'ils s'appellent Croizat ou Blum, Marcel Paul ou Tanquy-Prigent, ils n'ont servi qu'à faire accepter le blocage des salaires. N'est-il pas meilleure preuve que le désarmement des gardes civiques ? Chaque exploité se souvient que lorsque de Gaulle demanda leur désarmement, pas un fusil ne lui fut remis par les travailleurs. Alors Thorez parla en faveur d'une seule armée, une seule police, un seul gouvernement. Et les armes furent remises à un gouvernement qui mène la guerre en Indochine, matraque la grève à

Clermont-Ferrand, dresse des « plans de misère ».

Des leaders ouvriers peuvent entrer dans un gouvernement capitaliste, le pouvoir réel reste aux capitalistes. L'exploitation ouvrière ne cesse pas.

Il faut chasser les ministres capitalistes, instaurer un gouvernement des ouvriers et des paysans qui appliquera les mesures nécessaires et urgentes, ce qui fera de lui un gouvernement réellement démocratique.

### L'objectif des chefs

La campagne stalinienne se fixe-t-elle cet objectif ? Certainement pas ! Cette campagne ne cherche pas à mobiliser les masses pour chasser le gouvernement capitaliste, mais à y faire pénétrer quelques ministres staliens. Ses mots d'ordre, son programme ne visent pas à briser l'exploitation, mais à être « acceptés » par les exploités.

Les chefs socialistes, staliens et syndicaux ont la plus grande force imaginable derrière eux : celle des producteurs. Au lieu de s'unir pour la diriger contre le régime, ils n'arrivent qu'à être d'accord sur des revendications qui ne résolvent en rien la misère ouvrière !

Un peuple entier est prêt à lutter et à vaincre pour leur donner le pouvoir, afin qu'ils appliquent un programme anticapitaliste. Partout les travailleurs sont prêts à une lutte générale, à la grève générale, à d'immenses manifestations de rue. Les chefs décident des grèves partielles, limitées, se terminant ici pour recommencer là. Ils ne veulent pas une lutte d'ensemble car ils veulent seulement faire pression sur les institutions de la IV<sup>e</sup> République pour se faire accepter. Ducois déclare qu'il faut, par des luttes ouvrières, modifier les votes du Parlement. Mais chacun comprend que le Parlement est fait pour donner un gouvernement à la bourgeoisie et non aux travailleurs. L'Etat bourgeois ne fait pour exploiter les masses, non pour les protéger. Si les chefs réussissent à maintenir les masses dans l'acceptation d'un tel gouvernement, d'un tel régime, de Gaulle utilisera ce Parlement, cet Etat et surtout ses troupes dans la rue pour imposer sa dictature. Lui ne prêchera pas la légalité le jour où il se sentira assez fort, si la force ouvrière continue à être utilisée que pour ne rien modifier à cet Etat. Rappelez-vous le Front Populaire. Pour ne pas effrayer les radicaux, nous ne pas rompre la collaboration avec eux, il fallut « faire la pause » (Blum). Il fallut « savoir terminer une grève » (Thorez). Et au lieu de pain, caix et liberté, les masses coalisées n'ont eu que la misère, la guerre et le fascisme.

### Formez des Comités

Les travailleurs ont montré qu'ils réalisent leur unité pour défendre leurs intérêts. Malgré le froid et la coudes ils n'obtiennent pratiquement rien, parce qu'ils croient

Jacques PRIVAS.

(Lire la suite en page 3.)

### LA CRISE MINISTÉRIELLE



(A suivre page 2)

## LA PARUTION DE NOTRE JOURNAL

Depuis le mois de mai, La Vérité n'a pas paru régulièrement et depuis le 16 juin elle n'a pas pu paraître.

Depuis un an le prix de revient de notre journal a augmenté de moitié : le prix du papier est passé de 15 francs à 33 francs le kilo. La société des Messageries qui assure la distribution du journal reçoit environ 40 % sur le prix des journaux vendus et nous devons payer le retour des invendus. D'autre part, le crédit dont nous jouissions auparavant nous est supprimé et nous devons amortir les arriérés accumulés au cours des deux années écoulées. De tout ceci il résultait que le total de nos dépenses était le double de celui de nos recettes. La différence était comblée par une subvention du P.C.I. qui ne peut continuer à assurer une aussi lourde charge sans compromettre ses autres secteurs d'activité.

Nous repartons, en réduisant tous les frais (nous abandonnons notre local de la rue Réaumur). Nous avons adopté un nouveau for-

mat, et nous portons l'exemplaire à 8 francs.

Quel sera le rythme de notre parution ?

Nous sommes certains d'assurer la publication de notre prochain numéro au 10 octobre. Mais nous ne pouvons nous contenter de cela, nous voulons revenir tout d'abord à un bi-mensuel régulier. Il nous faudrait pour cela une cinquantaine de mille francs pour le 25 de ce mois. Et nous voulons aussi revenir au plus tôt à un hebdomadaire. C'est une nécessité politique impérieuse, et nous ne croyons pas cela impossible.

Nous ne manquerons pas de faire connaître à nos amis et lecteurs l'ensemble des mesures que nous envisageons, car ces objectifs peuvent être atteints qu'avec leur collaboration.

En attendant, camarades qui êtes revenus de vacances, militants qui voulez avoir chaque semaine la plus importante arme du trotskysme, souscrivez, souscrivez, souscrivez.

Conférence organisée par « Les Amis de LA VERITE » le 17 Septembre, à 20 h. 30, à la Mutualité (salle G).

QUI DIRIGERA LE PAYS ET AU PROFIT DE QUI ?

# Les grèves ouvrières en Russie

Abandon de dirigeants... Non-participation de la « Vérité ». Nos amis commençaient à craindre, même à douter. Bien entendu, nos amis ne se frotaient les mains. Le coup a été dur, le parti a été ébranlé. Mais il a survécu : le trotskysme reste vivant en France.

Quatre événements de la « Vie du Parti » : le 5<sup>e</sup> congrès du parti, le congrès de la région parisienne, l'école de cadres, ces événements ont servi de repères. Incontestablement, il y a progrès et renforcement. Il ne s'agit ni de chanter victoire, ni de souffler : beaucoup reste à faire et il faut encore travailler avec acharnement, faire repartir la « Vérité » hebdomadaire, consolider des régions de province, assurer quelques permanents.

## Où était la faiblesse ?

Il faut avoir clairement conscience de la nature du mal dont souffrait le parti. Malgré son programme révolutionnaire prolétarien, notre parti n'était pas assez prolétarien dans sa composition sociale ou dans ses méthodes d'organisation. L'insuffisance des militants ouvriers, de l'insuffisance de la classe ouvrière, l'insuffisance de discipline et de cohésion, voilà ce dont souffrait le parti. Il n'y a nulle honte à le reconnaître.

Lors de l'abandon d'ex-dirigeants, nous avons clairement dit : il s'agit d'une aile petite-bourgeoise du parti qui est incapable de résister à l'énorme pression politique et idéologique que font peser sur le monde Washington et la Kremlin. Leur manque d'attachement prolétarien, notre parti, c'est-à-dire au trotskysme, et leur manque de confiance dans la classe ouvrière leur font abandonner le parti sur la question de la « libération ». Force est, le R.D.R. (après d'ailleurs avoir vu la veille, dans la prestalinienne « Bataille socialiste » le dernier espoir, le R.D.R. « Bataille socialiste » d'un côté à l'autre pour avoir quitté le solide terrain de classe, ils étaient dans nos rangs un signe du passé et de la ligne de la « libération ». Les échecs des grèves de novembre-décembre, ils jetèrent le manche après la cognée.

Après que le parti, grâce à l'expérience des masses ouvrières, se soit débarrassé dans les entreprises et les syndicats, alors qu'il tendait à se transformer à sa base en un parti prolétarien, une partie des dirigeants se trouvait chaque jour moins à son aise dans un tel parti.

Ils avaient été formés durant la période où la classe ouvrière subissait de sérieux défauts dans le monde entier (Chine 1927, Allemagne 1933, Espagne, France), et, reculant devant la bourgeoisie internationale, ne se rapprochaient évidemment pas des idées révolutionnaires. Les trotskystes constituaient alors de petits groupes tirant les leçons, mais avec très peu de contacts avec le milieu ouvrier. Les abandons se succédaient au même rythme que les scissions. Notre programme révolutionnaire se réalisait : le IV<sup>e</sup> Internationale continuait — surtout d'ailleurs grâce à l'activité étonnante de Léon Trotsky — mais nous restions des groupes de propagande peu liés avec la classe.

Les horreurs de la guerre impérialiste ont tiré de la passivité des millions de prolétaires, dans les métropoles comme dans les colonies. Le stalinisme s'est renforcé, mais parce que ces travailleurs voyaient en lui le communisme. Car c'est le communisme, le programme de la révolution prolétarienne qu'ils cherchent. Nos idées pénètrent dans la classe ouvrière, d'où nous venions maintenant des militants dégoûtés du stalinisme et de la social-démocratie, des jeunes, remplis de la soif d'assimiler le trotskysme.

Notre parti, notre Internationale se transformait. C'est un cours nouveau !

**PLUS EXACTEMENT, C'EST UN COURS NOUVEAU POSSIBLE,** car nous ne se fait admettre. C'est un avantage-charge chaque jour plus nombreuse PEUT venir au parti. Mais en outre, faut-il la convaincre et la faire venir dans un parti qui, par ses méthodes, ses méthodes d'organisation, sa discipline, ses traditions, son éducation, soit prolétarienne ? C'est la certitude de se transformer qui a fait fuir des leaders pour qui le trotskysme était seulement des idées mais non une action de classe.

Les idées sont devenues et la nature de la crise du P.C.I.

Sur quelle ligne sommes-nous aujourd'hui ? Vers une plus grande prolétarisation, vers l'abandon de l'impérialisme organisationnel qui décourage les meilleurs, vers une liaison plus grande avec la classe ouvrière, vers une fidélité accrue à nos principes ?

A ces questions, le 5<sup>e</sup> Congrès et les écoles du parti répondent : oui !

« L'atmosphère » générale du parti le confirme (surtout dans la Région parisienne). La cohésion, l'attachement au parti, l'enthousiasme, la volonté de construire un parti ouvrier trotskyste vont et se développent dans les usines, nos camarades acquièrent de l'expérience et de l'autorité, grâce à leur courage et à la justesse de nos mots d'ordre. Des adhésions sont enregistrées dans les entreprises.

Il reste encore énormément à faire — nous ne le répéterons jamais assez — mais peut-on fermer les yeux sur ces phénomènes ?

## Le 5<sup>e</sup> Congrès

Il n'était pas parfait. Plusieurs régions n'avaient pu se faire représenter. Les effectifs se révélèrent moins grands qu'avant la crise. Des questions très importantes de la construction d'une organisation de jeunes, n'ont pas pu être (ressort de temps) discutées à fond.

Mais plusieurs changements sans équivoque : sur le plan organisationnel, la pagale que l'on disait traditionnelle et inhérente au trotskysme, a été remplacée par l'ordre et la discipline dans les travaux. Les

époussantes batailles de tendances sur des problèmes généraux disparurent derrière des séances de travaux où les problèmes posés par l'action et le développement du parti étaient le centre de l'intérêt. Ce qui ne signifie ni le manque de démocratie mais le monolithisme des militants ouvriers apportèrent les leçons de leur expérience de lutte d'une année — et quelle année ! — dans la classe ouvrière. Ils ont justifié et précisé nos mots d'ordre.

Tout ceci ne constitue encore que des signes, pas encore assez généraux pour toute la vie du parti. Mais de quelle importance !

L'ordre du jour comportait la discussion politique, le rapport sur le Congrès mondial, le rapport d'activité.

## LA DISCUSSION POLITIQUE :

Le mot d'ordre central adopté par le congrès fut celui du FRONT UNIQUE, face aux attaques de la bourgeoisie contre les travailleurs. Il fut décidé pour le congrès d'action dans tous les domaines. Pour cela, notre parti fera, à certaines occasions, des propositions de front unique au sein de la bourgeoisie. Il faut, avant tout, pour recruter cette unité par la constitution de COMITE DE FRONT UNIQUE (sous telle ou telle dénomination) pour recruter ces travailleurs de toute appartenance politique ou syndicale élargissant dans les entreprises et les quartiers, après avoir discuté démocratiquement des objectifs qu'ils fixent à leur lutte.

Le congrès répudia, comme erronée, la proposition de front unique sur les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Fronts uniques, mais il fut décidé par le Bureau politique, après l'échec des grèves de novembre-décembre, au P.S. et au P.G.F. Ce mot d'ordre n'étant pas de nature à recruter l'unité ouvrière mais, au contraire, à augmenter la division, en donnant 2.000 francs d'augmentation aux plus démunis de travailleurs, quelques dizaines de mille francs aux cadres élargis.

La lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan appuyant sous le contrôle des masses un programme anticapitaliste doit être l'objectif de l'action commune des travailleurs.

Drivas rapporta, au nom de la majorité du C.C. Chauille, G. Bloch et Gallienne, au nom des minorités. Des amendements au texte majoritaire furent défendus par Houquin.

La résolution majoritaire fut adoptée par 29 voix (5 à la résolution Chauille, 2 à Bloch, 2 à Gallienne).

## RAPPORT SUR LE 2<sup>e</sup> CONGRÈS MONDIAL DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

P. Frank, au nom de la majorité, et Chauille, au nom de la minorité, rapportèrent sur les travaux du congrès mondial. Les lecteurs trouveront tous les arguments adoptés à ce sujet dans la revue « Quatrième internationale ».

Le congrès du P.C.I. adopta la résolution suivante :

Le V<sup>e</sup> Congrès du P.C.I. enregistrera avec satisfaction :

a) L'importante représentation au Congrès mondial comme l'expression des progrès accomplis par la IV<sup>e</sup> Internationale dans les pays à jeune mouvement ouvrier (pays coloniaux, Amérique latine, etc.).

b) Le fait que la croissance numérique a été accompagnée d'une homogénéité politique, en dépit des difficultés d'organisation des années de guerre et de la perte de Trotsky, par suite de la fidélité au programme de l'Internationale.

Le V<sup>e</sup> Congrès du P.C.I. approuve l'orientation générale définie par le II<sup>e</sup> Congrès mondial, en vue d'aider notre organisation à passer du stade de groupe propagandiste à celui de parti véritable et de recruter les luttes de celles-ci. Il appelle tous les membres du parti à assimiler les documents issus du Congrès mondial, qu'ils en tirent des conclusions dans leur activité quotidienne. Il invite également tous les membres du parti à utiliser, dans leur propagande, les conclusions et les méthodes retenues du II<sup>e</sup> Congrès mondial comme un des moments du développement politique de la classe ouvrière, comme une manifestation de l'unité internationale du prolétariat.

Le V<sup>e</sup> Congrès du P.C.I. apprécie particulièrement l'aide apportée par la France à la révolution prolétarienne, et appelle la section française à travailler, par suite de la rupture d'une ancienne direction.

Le P.C.I. adresse un salut fraternel à l'Internationale et à toutes ses sections, ouvrera de toutes ses forces à devenir un véritable parti prolétarien dans une Internationale qui deviendra le centre incontesté de la révolution prolétarienne mondiale.

Puis le congrès discuta sur la situation en Yougoslavie et la crise du stalinisme en ce qui concerne le mouvement divergent de la position du Secrétariat international sur cette question fut adoptée. Elle souligne, d'ailleurs, que les décisions internationales qui sont seules appliquées par le parti français.

## RAPPORT D'ACTIVITE

Les causes et les origines de la crise du parti, résumés dans cet article, furent étudiées. Renforcer le travail des cellules d'entreprise, donner à chaque militant un milieu de travail dans la classe ouvrière furent les décisions les plus importantes.

Les deux délégués, en accord avec Gallienne, demandèrent que soit rompu la discipline de l'ordre, de Marin, Mété, Mingot, Prévès, Renard, Righeiti, Sorrel, Thourrel, Vany.

Le Comité Central et la Commission de Contrôle furent élus. Le C.C. est composé des camarades suivants :

# La conférence des « AMIS DE LA VÉRITÉ »

Bien qu'organisée très près des vacances et alors que la Vérité ne paraissait plus régulièrement, les trois conférences des « Amis de la Vérité » sur les Indes, la Palestine et la crise du P.C. yougoslavie furent un succès.

Discussion riche et même un peu déprimante, souscription financière sérieuse. Le parti dispose d'un large réseau de sympathisants. A de très rares exceptions, ceux-ci sont prêts à nous venir en aide, prêts à participer à l'organisation des « Amis de la Vérité », pour que leur journal vive.

# Souscription des « AMIS DE LA VÉRITÉ »

Cartes N° 776 : 100 fr. N° 147 : 50 fr. N° 2.133 : 100 fr. N° 2.131 : 50 fr. N° 2.168 : 100 fr. N° 2.212 : 600 fr. N° 2.234 : 100 fr. N° 2.075 : 20 fr. N° 2.163 : 100 fr. N° 2.261 : 50 fr. N° 2.177 : 100 fr. N° 2.064 : 100 fr. N° 2.072 : 50 fr. N° 2.051 : 70 fr. N° 2.050 : 50 fr. N° 2.135 : 25 fr. N° 2.822 : 10 fr. N° 2.875 : 50 fr. N° 2.872 : 200 fr. Bra : 205 fr. Tut : 20 fr. Des ouvriers de l'usine Chausson : 600 fr. X : 50 fr. Collu Glatte : 500 fr. N° 2.829 : 50 fr. N° 2.837 : 30 fr. Pour lutter contre la répression des travailleurs vietnamiens de 20 : 5.000 fr. Maferty : 50 fr. 30 fr. 100 fr.

TOTAL : 9.690 fr.

# On nous prie d'insérer :

La région Ile-de-France du Mouvement Laïque des Auberges de Jeunesse prépare actuellement une grande exposition destinée à montrer l'effort des ajuistes dans le secteur des loisirs des jeunes.

Le vernissage aura lieu dans les premiers jours d'octobre. Cette exposition, réalisée entièrement par les jeunes, sera ensuite présentée dans les principales villes de la région parisienne.

# Les grèves tournantes

A l'assemblée des cadres communistes tenue à Wagram, après la chute du gouvernement Marie, Jacques Duclos déclarait :

« Les camarades qui estiment que la lutte pour des objectifs partiels dans les usines ne rend pas ses trompant : les luttes limitées pour des revendications limitées ont permis des succès importants. »

Toute la stratégie stalinienne est ici remarquablement définie. Et c'est en fonction de cette stratégie que le stalinien Héruveau a fait débrayer les ouvriers boulangers en limitant la revendication à la lutte contre le travail le dimanche et en laissant isoler la grève à la seule corporation des boulangers, sans même appeler les meuniers, les transporteurs de farine à soutenir l'action des boulangers. Le résultat s'est soldé par une grève marquée et, au lieu de raffermir l'unité d'action des boulangers, cette grève les a divisés. Devant l'échec à peu près certain du mouvement déclenché par Héruveau, la plupart des boulangers ont repris le travail, et c'est seulement six cents ouvriers sur six mille qui, à la Grange-aux-Bolles, dimanche dernier, votèrent la reprise.

De même, chaque ouvrier observe avec angoisse la tactique des grèves tournantes et limitées. Le Crausot démarre, mais Saint-Etienne ne bouge pas. A Lyon, grève générale, mais de vingt-quatre heures, déclenchée par l'Union départementale. Un puits de mine débraye, rembraye, puis c'est un autre qui démarre.

Au conseil syndical de chez Renault, le leader stalinien demande aux gars ce qu'ils penseraient d'une « bonne petite grève Renault », alors que le sentiment exprimé par les cadres syndicaux de l'usine c'est qu'« il faut y aller tout ensemble ».

Ce sentiment anime l'immense masse des ouvriers, qu'ils soient communistes français, trotskystes, socialistes ou sans parti. Et il est

profondément juste. Car aujourd'hui chaque usine, chaque usine doit finir avec la baisse du pouvoir d'achat et la menace gaulliste, il faut engager un mouvement d'ensemble, généralisé, contre le gouvernement capitaliste, contre tous les gouvernements, capitalistes.

Mais c'est justement ce que ne veut pas la direction stalinienne. Les Frachon, Thorez et Duclos ne visent pas à chasser les capitalistes du gouvernement, mais seulement à siéger à leurs côtés dans un gouvernement de coalition, tel que ceux que nous avons connus de la « libération » à mai 1947. Leur programme ne vise pas à satisfaire une fois pour toutes les revendications ouvrières, ni à engager une lutte décisive contre l'Etat bourgeois, mais à formuler des revendications limitées, à propulser des luttes partielles qui, tout en faisant pression sur le gouvernement de la bourgeoisie, ne mettront pas en question le régime capitaliste lui-même.

Etien ne marquera mieux le caractère capitaliste des dirigeants stalinien que le fait suivant : beaucoup de nombreux responsables syndicaux, membres également du P. C. F., demandent à leur direction d'organiser des manifestations massives précédées de débrayages, ceux-ci répondent : « C'est à la classe ouvrière qu'il faut s'adresser, Car et compagnie seraient-ils subitement devenus respectueux de la démocratie ouvrière ? Il n'en est rien. Le respect de la démocratie ouvrière n'est pas incompatible, tout au contraire, avec le fait de dirigeants présentant des perspectives et des mots d'ordre généraux. Les dirigeants stalinien affectent une allure « démocratique » pour laisser les militants de base se débrouiller dans chaque usine, indépendamment des autres usines.

Camarades du P. C. F. qui sentez comme tous les ouvriers la lourde responsabilité repose sur vos épaules. Si la tactique des grèves « tournantes » et partielles n'arrive pas à être « débordée » par les masses, il n'y aura pas satisfaction des légitimes revendications ouvrières, il n'y aura pas de gouvernement capable d'appliquer un programme de défense des intérêts des ouvriers. Le rôle central de l'heure, c'est d'imposer ce gouvernement sans capitalistes, mais, pour y arriver, il faut engager des luttes d'ensemble : manifestations de masse dans la rue, sur les boulevards, devant l'Assemblée, les préfetures, etc. »

La force de la classe ouvrière est immense. C'est à l'avant-garde ouvrière, organisée ou non organisée, toutes tendances réunies, de la guider, de l'orienter vers des solutions définitives, dans une lutte décisive.

Pierre LAMBERT.



(A suivre page 4)

# La crise de l'impé

« Notre détresse est telle qu'elle nous oblige à affecter, en 1948, l'aide américaine surtout à nos besoins courants : 42 % de cette aide sont allés aux matières premières, 42 % aux combustibles, pétrole et charbon, 1 % aux produits alimentaires et seulement 9 % à l'équipement. Si ces proportions devaient être maintenues pendant la durée du plan Marshall, la situation de la France serait d'une extrême gravité lorsque ce plan serait arrivé à son terme. Certes, nous avons reconstruit des ports, des voies ferrées, mais les maisons ne se reconstruisent que dans les zones d'agriculture et au-dessous de sa capacité d'avant guerre. Nous manquons de carburants, de métaux non ferreux, de céréales secondaires. Nous n'arrivons à satisfaire que les deux tiers de nos besoins d'importation. »

Paul Reynaud, l'homme des banques et de la grosse industrie, qui défendait en ces termes son projet financier le 8 août, à l'Assemblée nationale, mettait cartes sur table et montrait sans illusion le véritable visage de l'économie française.

Quatre années après la fin de la guerre, la France se trouve encore dans une situation économique des plus précaires. Certes le niveau de production a atteint 115 % du niveau de 1938 (depuis avril 1947 on constate d'ailleurs un quasi-plafonnement : 106 en avril 1947, 107 en janvier 1948, 114 en avril 1948), mais la crise qui secoue l'impérialisme français est-elle résolue pour autant ?

Non.

Remarquons d'abord que cette comparaison avec 1948 n'a guère de valeur étant donné que cette année 1938 fut la plus mauvaise de l'entre-deux-guerres. La comparaison avec 1929 — année de haute production — qui laisse croire que la crise sera résolue lorsque la productivité aura

atteint ce chiffre record n'est pas plus sérieuse. Car cette méthode d'analyse qui relève de « l'économisme » le plus étroit ne permet pas de comprendre le fond du problème : à savoir qu'on ne peut juger la situation économique française sans la replacer dans le cadre du fonctionnement de l'économie mondiale.

Ce qui caractérise l'impérialisme ou règnent les monopoles, écrit Léonine, c'est l'exportation des capitaux ouvrant la voie, à l'exportation des marchandises et la répartition entre les grands impérialismes du marché mondial.

La première guerre impérialiste avait instauré une certaine répartition du marché mondial dans laquelle les vainqueurs de la guerre s'étaient, suivant leur force, octroyé un part plus ou moins grande. C'est pour changer cette répartition que la deuxième guerre eut lieu. Elle se termina par l'éviction totale de l'Allemagne et du Japon et la domination quasi totale de l'impérialisme américain. Les impérialismes anglais et français — à titre de détail — sont aujourd'hui tributaires des U. S. A. et évincés de la plupart des marchés qu'ils possédaient en 1938.

Ainsi la bourgeoisie française a perdu un important marché : le marché balkanique ; elle a liquidé l'essentiel des actions qu'elle possédait à l'étranger et son empire colonial qui était pour elle une énorme source d'exploitation se rétrécit parce qu'elle est contrainte d'accepter les investissements américains comme en Afrique du Nord, ou parce qu'elle ne peut comme au Vietnam rétablir sa domination colonialiste. Pour reprendre sa place sur le marché mondial il faudrait que la France soit capable de concurrencer les prix américains. Or elle dispose d'un matériel de production d'une moyenne d'âge de 30 ans, dont une partie importante fut détruite par la guerre.

Le problème le plus urgent qui se posait dès 1944 était de reconstruire ce matériel de production afin de produire plus et à meilleur marché. Incapable d'assumer par ses propres moyens ce rééquipement, la bourgeoisie fit appel à l'impérialisme américain.

Or cette aide et l'endettement qu'elle représente, n'aura servi à rien : la bourgeoisie avoue que 9 % seulement des crédits ont servi à l'équipement et que si cela continue « en 1952, date à laquelle doit cesser l'aide Marshall ce sera l'effondrement de la production et l'écroulement financier. » (Paul Reynaud.)

Ainsi, en 1947, la bourgeoisie a investi 77 milliards dans le rééquipement (26 dans les houillères, 43 dans l'industrie électrique, 8 dans la sidérurgie). Mais ces crédits — à peine le quart du budget militaires — ne font que compenser les amortissements, l'usure courante. Dans le parc agricole, il y a 65.000 tracteurs mais 20.000 sont hors d'âge et il en faudrait un million pour constituer un équipement réellement moderne. La reconstruction des immeubles détruits n'a pas commencé.

Mais la bourgeoisie n'a pas perdu seulement l'essentiel de son marché extérieur, elle est dangereusement concurrencée sur son marché intérieur par la production américaine. En contre-partie de l'aide reçue, elle a livré aux capitalistes américains de certaines branches de l'économie nationale, tel le cinéma, et elle ne peut défendre le reste de son marché qu'en dressant des barrières douanières devant la production étrangère.

L'incapacité de la bourgeoisie française de produire plus et à meilleur marché, c'est-à-dire de réduire et de maintenir certains prix de revient français, mettra de plus en plus la France à la merci

# Compromis sur Berlin?

La « bataille de Berlin », qui dure depuis plusieurs mois, semble être sur le point d'arriver à une solution. Après quelques semaines de discussions à Moscou entre les représentants américains, anglais et français d'une part, et le Kremlin d'autre part, un accord a été établi sur la procédure possible pour lever le blocus soviétique de Berlin, et mettre fin à la situation tendue qui règne entre les quatre occupants de l'ancienne capitale de l'Allemagne. Il s'agit question d'accepter le mark soviétique comme monnaie valable pour toute la ville et de convoquer ensuite une nouvelle conférence des ministres des Affaires étrangères pour discuter l'ensemble du problème allemand.

Il est probable que les alliés occidentaux céderont à ces exigences soviétiques si le Kremlin ne surajoute pas, au cours des discussions, un tel lieu actuellement à Berlin entre les quatre commandants en chef, d'autres demandes. En effet, si leur position en Allemagne occidentale est plus forte que celle de l'U.R.S.S., celle-ci a pratiquement gagné « la bataille de Berlin ».

Le Kremlin a réussi à faire sentir d'une façon décisive à l'ensemble de la ville de Berlin la pression de ses moyens économiques et politiques. Certes, ces moyens brutaux, joints à la pénurie du ravitaillement qui sévit dans la zone orientale de l'Allemagne, ont accentué l'antipathie des masses allemandes vis-à-vis du Kremlin ; et ses agents, craignant le verdict populaire de nouvelles élections, ont réussi à les repousser pour un avenir plus lointain.

Malgré leurs gros efforts pour ravitailler leurs secteurs par le « pont aérien », les alliés occidentaux furent obligés de réduire les rations et de fermer 3.410 entreprises pour manque d'énergie. 4.627 autres doivent les suivre sous peu. L'hiver rendra intenable cette situation déjà précaire.

Etant donné que le gouvernement américain n'est pas prêt à combattre pour se maintenir par la force à Berlin, il ne resterait que deux solutions : abandonner la ville ou chercher un compromis et prolonger le régime de l'occupation conjointe de Berlin par les quatre.

Les négociations entamées à Moscou et leur aboutissement, même partiel, démontrent que la solution du compromis a obtenu, en définitive, la préférence, aussi bien de la part des Occidentaux que de celle des Soviétiques. Washington avait engagé son prestige dans la « bataille de Berlin » et risquait, en cas d'abandon pur et simple de la ville, de désappointer non seulement ses alliés français et anglais, mais aussi les dirigeants bourgeois allemands, sur l'appui

desquels elle compte pour appliquer sa politique allemande. D'autre part, le Kremlin ne pouvait pas manquer de comprendre que l'expulsion des Occidentaux de Berlin consacrerait la future entente avec l'Est, et ainsi que la division de l'Allemagne et la création d'un Etat de l'Allemagne de l'Ouest, avant-poste américain au cœur même de l'Europe.

Dans ces conditions, la recherche d'un compromis, même partiel, en commençant par le règlement de la situation à Berlin, constitue la solution qui correspond à l'état actuel du rapport des forces entre les deux puissances qui se partagent l'influence sur le monde d'après guerre.

Le bloc américain — malgré sa supériorité en ressources matérielles, techniques et humaines, sur le bloc soviétique — n'est pas prêt à risquer la guerre, principalement parce que nulle part encore, tant en Europe qu'en Asie, la bourgeoisie n'a pu vaincre d'une façon décisive le prolétariat et les masses coloniales, ni établir un régime stable qui puisse lui permettre d'affronter les risques de la guerre.

D'autre part, le bloc soviétique craint toujours cette supériorité potentielle de ses adversaires impérialistes et est lui-même échiavé par des contradictions qui le rendent encore plus vulnérable. Ces contradictions sont celles qui surgissent constamment entre la politique que le Kremlin veut imposer aux pays qu'il contrôle et qui correspond aux stricts intérêts de la bureaucratie soviétique et les intérêts propres de ces pays. Pour que le Kremlin impose sa politique, il a besoin de partis communistes dirigés par ses agents directs. Mais l'ascension des partis communistes au pouvoir dans les pays du « glacis » a créé une situation nouvelle en ce qui concerne leurs rapports avec le Kremlin. Ces partis ont maintenant leur propre appareil étatique, contrôlent l'économie et sont responsables de la politique que mène un pays. Un contrôle direct et absolu du Kremlin sur eux s'avèrera de plus en plus difficile, comme viennent de le démontrer l'affaire yougoslave et plus récemment la crise qui sévit dans le parti polonais et dans les autres partis communistes du « glacis ».

Telles sont les raisons pour lesquelles, de part et d'autre, la « bataille de Berlin », en dépit des apparences, ne pourra se terminer par la guerre, mais par un compromis, ou une sorte de pause, avant une nouvelle crise dans les relations Washington-Moscou, toujours possible, aussi longtemps qu'un règlement général n'interviendra pas, permettant un apaisement plus durable.

J.-P. MARTIN.

# Nouvelles Internationales

## YOUGOSLAVIE

Dans un discours publié samedi 4 septembre par la presse yougoslave, Milovan Djilas, ministre de la Propagande, a déclaré que le Yougoslavie, à l'attaque pour la première fois la politique économique suivie par les pays du « glacis », les accusant de s'opposer au principe léniniste de l'union progressive entre l'économie de tous les pays sur la voie du socialisme et de maintenir dans les rapports mutuels les mêmes lois que le gouvernement des échanges commerciaux entre Etats capitalistes. Ainsi se précise le fait que le gouvernement yougoslave a essayé d'obtenir une synchronisation entre les plans d'industrialisation de la plupart des pays du « glacis » et la Russie par le projet d'entente douanière avec la Bulgarie, l'Albanie et la Roumanie, et par des pactes commerciaux avec la Hongrie et la Tchécoslovaquie, et devant aboutir à une Fédération balkanique, projets auxquels la bureaucratie soviétique s'est résolument opposée parce que ces plans contraindraient son propre pillage des pays de sa « zone d'influence ».

## ALBANIE

D'après les dernières nouvelles, l'Albanie se trouve au seuil de la famine et de l'effondrement du régime d'Enver Hodscha depuis sa rupture des relations économiques avec la Yougoslavie. Depuis des semaines, les rations alimentaires ne sont plus distribuées qu'aux enfants et aux femmes enceintes. Le gouvernement a adressé des appels désespérés d'aide à l'U. R. S. S. et à la Bulgarie, mais aucune livraison de marchandises ne s'est encore produite. La nouvelle centrale électrique construite par les spécia-

## MADAGASCAR

### Assez de crimes !

Des prisonniers vivants lâchés par avions au-dessus des villages où la révolte subsiste. Des hommes et des femmes atrocement torturés. Une répression féroce qui se solde par l'assassinat de 90.000 travailleurs malgaches. Les deux tiers de la Commune pour une population à peine plus élevée que celle de Paris. Ils ont tellement eu peur, les bourgeois, qu'ils égorgent et encourent. Il faut que les enfants de leurs enfants s'en souviennent ! Qu'ils aient garde, les travailleurs malgaches, s'en souviennent et leur feront payer l'horrible assassinat. La France est sans gouvernement depuis onze jours ! Qu'importe, les juges continuent de juger, les mercenaires continuent d'assassiner. Assez de sang, assez de crimes ! Un gouvernement ouvrier et paysan sauverait les travailleurs malgaches de l'exploitation colonialiste.

listes yougoslaves près de Tirana a été close après le départ de tous les spécialistes, et des centaines de tracteurs et de machines agricoles livrées par la Yougoslavie ont été renvoyés dans ce pays.

## POLOGNE

La crise ouverte dans le parti stalinien polonais (Parti des travailleurs polonais P. P. R.) par la publication de l'ukase contre Tito délivré par la dernière réunion du Kominform a abouti à la démission du secrétaire général du parti : Gomulka. Celui-ci a admis ses déviations catégoriques et nationalistes dans la question paysanne et (cela est significatif) dans la « question des rapports entre les pays de la démocratie nouvelle et l'U. R. S. S. ». Bien sûr, le « président de la République polonaise », qui le remplace à la tête du parti, est un agent notoire du Guepéou dans le parti polonais. Ceci vient après « l'épuration » des partis stalinien allemand, bulgare et roumain (et après la tentative qui échoua d'épurer dans le même sens le P. C. yougoslave), dans lesquels chaque fois les dirigeants ayant conduit le mouvement communiste clandestin sous le régime fasciste et durant la guerre furent remplacés par les créatures du Kremlin et du Guepéou.

## BIRMANIE

Les troubles sociaux qui éclatèrent au début de l'été en Malaisie se sont rapidement étendus dans les pays avoisinants, le sud du Siam et la Birmanie. En Birmanie, la situation reste fort confuse et le gouvernement semble avoir perdu le contrôle de larges régions du pays. Nous assistons dans ce nouveau pays « indépendant » à trois mouvements parallèles : des tribus sauvages habitant les montagnes du pays se sont révoltés contre l'autorité centrale et ont occupé entre autres le port important de Moulmein. Des forces stalinienne se trouvant depuis plus d'une année dans l'illégalité conduisent un mouvement de guérilla dans les provinces centrales du pays et menacent même la capitale, Rangoon. Enfin l'organisation politiquement dominante dans le pays : la Ligue populaire antifasciste, dont fait partie le premier ministre Thakin-U (socialiste centriste) s'est révoltée contre le régime central. En considérant l'attitude du gouvernement dans la question des nationalisations des entreprises britanniques comme une capitulation devant l'impérialisme. Cette aile gauche a su entraîner dans la rébellion les forces populaires armées du pays, dirigée par ailleurs par des désertions en masse, a occupé d'importants centres au nord du pays (entre autres le port de Prome) et essaye maintenant de constituer un front unique de toutes les forces insurrectionnelles.

## MALAISIE

La guérilla conduite depuis plusieurs mois par des groupes révoltés d'indigènes et de travailleurs chinois contre le régime colonialiste de la Grande-Bretagne a atteint une telle proportion que le gouvernement travailliste a été obligé d'envoyer de nouvelles formations armées dans la péninsule du sud-est asiatique. Un régime de terreur a été proclamé dans la colonie.

## ETATS-UNIS

Le camarade James Kutcher, membre du S. W. P. et employé de l'organisation des anciens combattants vient d'être menacé de renvoi comme faisant partie d'une organisation subversive. Kutcher, dans les deux semaines ont dû être amputées par suite de blessures reçues durant la campagne italienne, a vigoureusement protesté contre cette mesure, et un comité national de défense vient d'être constitué pour mobiliser l'opinion publique contre cette violation indigne des droits civiques de la part du gouvernement américain. Des dirigeants syndicalistes représentatifs, des membres de l'organisation nationale des anciens combattants, les dirigeants du Comité pour les libertés civiles et autres personnalités ont accepté de siéger à ce comité.

La campagne électorale du S.W.P., qui a présenté les candidatures de Farrell Dobbs à la présidence et de Grace Carlson à la vice-présidence des Etats-Unis se développe dans tout le pays. Le parti a commencé une campagne pour rassembler 25.000 dollars afin de pouvoir financer l'agitacion autour des élections. La moitié de cette somme a été collectée après cinq semaines. Dobbs et Carlson ont commencé tous les deux un voyage autour des Etats-Unis, pour voyager dans les plus importantes des pays. De nouvelles sections du parti ont déjà pu être organisées, notamment dans l'Etat d'Utah.

Michèle ME FRE.

# POUR UN GOUVERNEMENT OUVRIER PAYSAN

(Suite de la première page)

encore que leurs chefs luttent pour le socialisme ou le communisme. Pour imposer leur gouvernement, tous les travailleurs peuvent facilement se mettre d'accord. Dans chaque entreprise, dans chaque quartier, que les travailleurs discutent de leurs revendications, un minimum vital correspondant au coût de la vie (20.000 francs) garanti par l'échelle mobile, le contrôle de la production pour empêcher le chômage et la hausse, l'expropriation des grands capitalistes. Qu'ils élisent des Comités de Front unique pour défendre ce programme. Les pétitions au président de la République sont aussi efficaces qu'un cauteleur sur une jambe de bois. Mais l'union de tous les travailleurs unis derrière leurs comités démocratiquement élus agissant en commun dans des grèves et des manifestations imposera aux chefs ouvriers qu'ils prennent avec la bourgeoisie, qu'ils prennent le pouvoir. Ils prendront le pouvoir pour le socialisme, mettront au pied du mur !

Du côté démocratique, le régime démocratique et de tripartisme, les masses n'ont rien gagné. Seuls des bureaucrates ont eu des sinécures et les intérêts ouvriers ont été vendus pour obtenir la signature d'un chiffon de papier diplomatique au profit des privilèges de Moscou. Qu'ils rompent, qu'ils prennent le pouvoir dans leur main pour les travailleurs, sous leur contrôle, sous leur protection. En outre, ce qui en U.R.S.S. reste des conquêtes d'octobre démocratiquement élus par toutes les signatures des bourgeois, car cela renforcera la lutte des travailleurs soviétiques contre la bureaucratie de Staline.

## UN NOUVEAU PARTI

La présence des socialistes et des communistes dans un gouvernement de collaboration de classes ne a rien donné, ne donnera rien et ne peut rien donner ! Mais ce n'est pas le socialisme, ce n'est pas le communisme qui ont fait faillite. C'est la collaboration de classes qui a fait faillite. La social-démocratie et le stalinisme patriote au compte de la patrie capitaliste ont fait faillite !

Nous continuerons à lutter pour le **NOUVEAU PARTI AUX OUVRIERS ET AUX PAYSANS**. Et de la même façon que le mot d'ordre du minimum vital, de l'échelle mobile ont pénétré parmi les travailleurs malgré l'opposition et les calomnies de la collaboration et triomphera. Pour arracher de meilleures conditions de vie il faut lutter pour abattre le régime, sinon la misère et la dictature viendront. Pour cela il faut un parti, un drapeau, un programme qui ne se fixe d'ordre la collaboration « démocratique », mais la révolution prolétarienne. L'avant-garde se regroupera sous le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale, sinon les masses subiront à nouveau la misère, la guerre, le fascisme.

J. P.

# Il faut lire...

- L'abondance des matières nous oblige à remettre au prochain numéro un article sur le livre que Trotsky laisse incomplet, l'assassinat du Guepéou quand il travaillait à compléter son livre sur « STALINE ».
- En ce huitième anniversaire de la mort du grand révolutionnaire, où son œuvre et son nom s'avèrent avec une acuité vengeresse, nous publions un ouvrage à démasquer les légendes et les calomnies. (Le volume : 540 fr.) Il faut aussi lire : « MA VIE », l'autobiographie de Trotsky, en édition abrégée, paru aux « Editions Pionniers ». (Le volume : 120 francs.) Pour suivre l'évolution de la situation internationale, l'activité des organisations ouvrières, et tout particulièrement du mouvement trotskyste, dans le monde, il faut lire les publications du Secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale, notamment : « LE MANIFESTE DU II<sup>e</sup> CONGRES MONDIAL », (La brochure : 25 francs.) « QUATRIEME INTERNATIONALE », revue théorique, son numéro spécial avec les thèses et documents du II<sup>e</sup> Congrès mondial au prix de 100 francs et ses numéros courants (au prix de 35 francs.) Il faut lire, et faire lire à ceux qui connaissent les langages étrangers, les nouvelles publications du Secrétariat international : « IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE », revue théorique en langue italienne ; « DIE INTERNATIONALE », revue théorique en langue allemande (15 francs.) Il faut lire et faire lire pour comprendre et agir. Il faut aussi nous adresser vos commandes de livres à notre service de librairie, car, tout en payant le même prix que chez un libraire, vous contribuez à la souscription de « La Vérité ».

# Primitisme français

des U. S. A. dont le but est de faire de l'économie française une économie complémentaire de la leur.

## L'endettement de l'Etat

L'insuffisance de l'équipement français et les hauts prix qui résultent qui en sont la conséquence ne peuvent s'expliquer — par la prétendue insuffisance des matières premières. Ce facteur joue mais beaucoup moins que le fonctionnement anarchique de l'économie qui permet à chaque capitaliste ou groupe de capitalistes de produire en tenant ses intérêts, et non suivant les besoins des masses.

Dans cette économie où la recherche du profit reste le moteur exclusif, le pourrissement et le désordre se sont développés exagérément depuis la guerre. Transgressivement la dette totale de l'Etat qui, en 1933, s'élevait à 432 milliards, atteignait en février 1948 près de 3 trillions.

La masse monétaire totale (circulation des billets, dépôts dans les banques, comptes courants postaux) est passée de 181 milliards de francs en 1938 à 1.739 milliards en mai 1948 sans qu'il y ait accroissement réel de la richesse nationale. Les réserves d'or (plus de 2.000 tonnes en 1938 ; moins de 400 tonnes en 1948) s'amenuisent alors que les avoirs en devises étrangères sont presque totalement liquidés.

La balance commerciale est éternellement déficitaire (en mai, les exportations n'ont couvert que 32 % des importations). Le nombre des personnes productrices est depuis 1931 (2 millions 800 producteurs ont disparu).

Un Etat failli, voilà ce qu'est la IV<sup>e</sup> République. Mais à quel servent donc les res-

sources du pays ? Où vont l'argent et la peine des travailleurs de plus en plus réduits à la misère ?

La réponse, on la trouve dans les différents postes du budget 1948, fidèle reflet des budgets qui précèdent depuis la Libération : 310 milliards pour la guerre, les généraux et le maintien de l'ordre, 590 milliards pour la machine bureaucratique, 315 milliards pour subventionner les services publics et les entreprises nationalisées dont les actionnaires continuent à emarger aux bénéfices.

En supposant qu'il n'y ait ni augmentation des salaires ni augmentation des prix, disait Reynaud à l'Assemblée, le déficit en fin 1949 s'élevait à 1.000 milliards.

Et pour combler ce déficit sans cesse croissant — planche à billets, augmentation des impôts, allongement de la journée de travail. La guerre s'est soldée par un appauvrissement général du pays. Mais toutes les classes de la société ne l'ont pas ressenti de même. Les bourgeois, qui tiennent le pouvoir, a employé sa puissance et la force coercitive de son Etat pour imposer aux masses travailleuses l'essentiel des sacrifices.

## Crise de régime

L'histoire de l'humanité, écrivait Marx, c'est l'histoire de la lutte des classes. Aucune analyse économique, si documentée soit-elle, n'a de valeur si elle ne s'appuie sur l'étude objective du rapport de force entre les classes, car l'économie et le social forment un tout indissociable. La classe ouvrière s'est défendue à l'oppression pour résister à la sur-exploitation que la bourgeoisie lui imposait. Conduite par de mauvais bergers qui, après l'avoir détournée de la voie révolutionnaire dans laquelle elle s'était engagée en août 1944, lui prêchèrent la paix sociale, elle crut un moment qu'il

lui suffirait d'augmenter la production pour vivre mieux. Mais s'étant bientôt retrouvée Gros-Jean comme devant, elle reprit le chemin de l'action.

Depuis quatre ans, ce chemin est semé d'échecs ; car il fallait combattre pour la révolution et le renversement de l'Etat failli, et non pour de modestes revendications partielles, « acceptables » par la bourgeoisie comme le consensus des actionnaires traités. La bourgeoisie en profitant, sans pouvoir cependant jamais éradiquer la classe ouvrière ni lui imposer un régime de force. Elle reprit d'une main ce qu'elle donnait de l'autre ; mais les concessions qu'elle fut obligée d'accorder — rajustements des salaires, ni insurances solennelles, en remettant sans cesse en question le pauvre « équilibre économique » péniblement édifié pour un mois ou deux — montrent que la crise dont souffre le pays n'est pas seulement économique, mais qu'elle est une crise de régime qui ne peut trouver sa solution que dans une transformation complète.

Dictature fasciste ou dictature du prolétariat, voilà le dilemme. Quel qu'en disent les chefs stalinien, il n'y a pas d'autre solution. Rien ne pourra jamais rendre à une France bourgeoise « son indépendance nationale ».

Dictature fasciste, c'est-à-dire répression policière, aggravation de la misère, inféodation à l'impérialisme américain et, plus tard, la guerre.

Dictature du prolétariat, c'est-à-dire expropriation des bourgeois, renversement de l'Etat failli, planification de l'économie sous le contrôle ouvrier, organisation de l'économie européenne dans les cadres de l'Etat-Unis socialistes soviétiques d'Europe.

C'est pour cette dernière solution que les trotskystes appellent les travailleurs à lutter.

Des revendications réalistes...

Alors qu'en février 1945 avec un indice des prix de détail de 320 la C.G.T. réclamait un minimum de salaire de 4.000 francs...

En effet, il est clair que c'est seulement dans la lutte engagée pour abattre le régime que peuvent se concrétiser les revendications les plus partielles élargies et consolidées par le développement même de la lutte.

Au congrès de l'U.L.O. de la Seine, Henri Reynaud a expliqué avec cynisme (5 juin 1948) : « Comme au Congrès de la C.G.T. en 1946, nous restons adversaires de l'échelle mobile. Il faut savoir déterminer dans l'immédiat ce qui est possible et ce qui est impossible... »

Déjà, pourtant à cette époque, c'est en faveur de la cause que les dirigeants stalinien s'opposent à leur participation au pouvoir bourgeois...

En effet, la production passée de 19 en août 1941 à 74 en mars 1946 s'accompagne de l'augmentation du prix de l'indice 291 en octobre 1944 à l'indice 490 en mars 1946...

C'est seulement sous la pression des masses que les dirigeants ont accepté la revendication du minimum vital. Mais c'est un faux minimum qui fut mis en avant, faux minimum calculé à un niveau assez bas...

Toute la politique stalinienne consiste à amenuiser les revendications à la mesure des « réalités » et des « possibilités » de la démocratie bourgeoise.

En face de cette utilisation criminelle et frauduleuse des revendications nécessaires à la classe ouvrière, les travailleurs engagés dans la lutte pour le seul programme revendicatif capable de les unir...

ARTAUD.

SUR LE FRONT DES TRAVAILLEURS

A Puteaux-Suresnes

Mercredi matin 8 septembre, dans les usines de la localité, les responsables syndicaux réunissent les travailleurs en assemblée générale et leur demandent d'aller manifester à la mairie pour leurs revendications...

Après les discours d'usage, le responsable de la manifestation propose une délégation restreinte à la présidence de la République.

Mais, les gars protestent : « On veut y aller tous. » Alors les responsables renouellent l'astuce qu'ils avaient déjà employée lors des événements de Bergougnan...

A 14 heures, les responsables, qui ont réussi à canaliser le flot des ouvriers en les renvoyant chacun dans leurs usines, exécutent leur plan : délégation restreinte de vingt gars par usine.

Les responsables qui s'y opposent ont une poignée de travailleurs se faire matraquer ne font que trahir la volonté des ouvriers au profit de calculs parlementaires qui n'ont rien à voir avec les intérêts de la classe ouvrière.

Chez Renault

Mardi 31, grève d'une demi-heure dans toute l'usine. L'unanimité des travailleurs est réalisée sur ce mouvement. Apparaissent les directions syndicales, C. G. T., F. O., C. F. T. C., s'étant accordés sur une revendication d'augmentation de 3.000 francs...

Des réunions ont eu lieu un peu partout dans l'usine. A ces réunions, les responsables stalinien prennent la parole, mais, dans beaucoup d'endroits, les responsables chrétiens ne veulent pas s'expliquer.

Le caractère bureaucratique du congrès

Tous les efforts du Bureau confédéral pour mobiliser les masses autour du congrès se soldent par un échec. Regrettons que la minorité révolutionnaire de la C.G.T. dispose d'une assise trop faible pour se substituer à la direction défailillante...

Les projets de rapports présentés par la direction confédérale n'ont été publiés que fin juillet, distribués à raison d'un par syndicat en août, en pleine période de vacances. Alors que la brochure La C.G.T. vous parle est éditée à des millions d'exemplaires...

A l'A. O. C. (Atelier d'outillage central), une réunion regroupée quinze cents gars environ de l'A. O. C. et de la chaîne de la 4 CV. Le responsable stalinien prend la parole. Au moment où il parle de la délégation au président du Conseil, les gars crient : « A la Chambre ! Tous à la Chambre ! »

Alors le délégué explique qu'il n'est pas contre... mais qu'il faut attendre que la délégation revienne. Si la délégation n'a pas été reçue, alors on ira ! Le compte rendu de la délégation devait être fait à 14 heures. Il n'est fait que le lendemain matin !

Ainsi, comme la majorité des travailleurs, les ouvriers de chez Renault comprennent que seule une action généralisée peut leur apporter une solution et imposer un gouvernement des travailleurs.

Aux Usines Chausson

Mercredi matin 8 septembre, la section syndicale décide de convoquer une assemblée générale contre les licenciements.

Un débrayage touchant les usines Chausson, Secam, Chenard, a lieu de 15 h à 15 h 30, et une délégation massive monte à la direction.

Le directeur Noroy refuse d'abord de la recevoir, et il part. Mais les gars ne l'entendent pas de cette oreille. Son attitude provocante est...

la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Ils crient : « Il ne partira pas. Sa voiture est aussitôt cernée et immobilisée et, comme il fait encore mine de vouloir partir, tous les travailleurs bloquent la porte et là, pendant une heure, ils lui font entendre quelques rudes vérités et lui signifient leur volonté de refuser tout licenciement.

Comme il tente, une fois de plus, d'esquiver ses responsabilités en disant : « Nous ne sommes pas le gouvernement ! », les ouvriers lui font comprendre qu'ils ne sont pas les dupes de cette mauvaise défilade en lui répondant : « Mais c'est vous qui les installez les gouvernements ! »

Après cette leçon qu'il n'est sans doute pas prêt d'oublier, Noroy accepte de recevoir la délégation élargie qu'il refusait toujours auparavant.

Les ouvriers de chez Chausson ont spontanément repris les moyens de lutte efficaces. Comme tous les travailleurs, ils veulent lutter. Qu'attendent les dirigeants des grandes organisations ouvrières pour prendre la tête d'un mouvement d'ensemble qui, seul, peut résoudre la crise en faveur des travailleurs et imposer un gouvernement des ouvriers et des paysans...

La C.G.T. demande 76.000 f. pour le directeur

3.000 francs « hiérarchisés » font un minimum vital de 13.500 francs pour la dernière catégorie.

Et pour le cadre supérieur au coefficient 8 une augmentation mensuelle de 24.000 francs, portant son salaire de 52.720 à 76.720 pour 40 heures.

Il faut être un « hitteiro-trotzkyste » pour s'obstiner à ne pas goûter les beautés de la lutte du lambeau pour augmenter le traitement du directeur

A la S.N.E.C.M.A. Gennevilliers

Un fait d'une grande importance vient de se produire dans notre usine, après des polémiques souvent stériles, après des calomnies souvent sans fondement échangées de part et d'autre, les trois sections syndicales C.G.T., C.F.T.C., C.A.S. viennent de former un comité de coordination pour la recherche des moyens à mettre en avant pour faire aboutir nos revendications. C'est incontestablement un pas en avant sur la voie de l'unité prolétarienne après les mois passés depuis la scission syndicale. Mais considérant que l'ensemble des travailleurs n'est pas syndiqué, ce comité de coordination doit s'élargir aux non-syndiqués et, être élu démocratiquement par eux.

Un de ses objectifs immédiats doit être de faire cesser les menaces de licenciement. Il ne peut être question pour nous de savoir s'il y a des produits et des improductifs. Il n'y a que des travailleurs qui veulent conserver le seul droit qu'ils ont, celui au travail, et qui ne veulent en aucun cas devenir des chômeurs. Nous sommes ouvriers, le gouvernement, et son représentant à la direction de la S.N.E.C.M.A. ont, jusqu'à présent, reculé, mais il faut en finir et qu'une fois pour toutes les menaces de licenciement ne soient plus suspendues au-dessus de nos têtes.

Dans les services publics

Le jeudi 2 septembre, un conseil d'usine a lieu au service des Eaux, atelier central Austerlitz. Les dirigeants stalinien proposent une grève d'une heure, sur la base d'une motion demandant un gouvernement démocratique. Malgré une certaine opposition, cette proposition est acceptée ; les moteurs sont arrêtés. Une commission comprenant C. G. T., C. F. T. C. et F. O. est élue pour rédiger la résolution.

Vendredi, délégation à la présidence de la République. Deux camarades seulement sont reçus et déposent la résolution pour un gouvernement démocratique. Au ministère des Finances, seules de vagues promesses sont enregistrées.

Le lundi, le conseil d'usine décide vingt-quatre heures de grève. Deux cent cinquante présents sur trois cents ouvriers. L'unanimité est réalisée entre C. G. T., F. O., et S. U. Une seule abstention (un syndiqué F. O.). Certains camarades proposent la grève sans limitation. La grève se réalisera mercredi.

Deviens le correspondant de « La Vérité » Soucisris à « La Vérité »



Comment y mettre un terme

Avant le 27e Congrès de la C. G. T. par Pierre LAMBERT

Le bilan de l'activité confédérale. En conclusion du rapport qu'il présentait au 25e congrès de la C. G. T., en avril 1946, Frachon déclarait : « Allons vers l'avenir avec confiance ! Et maintenant quelle conclusion pouvons-nous tirer de l'examen de notre bilan ? »

« Un optimisme raisonné basé sur des faits... La production augmente dans les principaux secteurs de l'industrie. Nous devons redoubler d'efforts pour accélérer le rythme de cette évolution. Notre mot d'ordre d'augmentation de la production et du rendement reste un de nos mots d'ordre essentiels ; »

« La certitude qu'au fur et à mesure que nous développerons la production nous obtiendrons des améliorations sensibles aux conditions d'existence des Français en général, et de la classe ouvrière en particulier. »

production et du rendement reste un de nos mots d'ordre essentiels ; »

« Le congrès était à peine terminé que la faillite de la ligne déclinée au cours de ces débats se démontrait. Justifiant l'augmentation des salaires de l'ordre de 25 %, le Bureau confédéral admettait que, malgré une production s'élevant à 80 % du niveau de 1938 en juin 1946, le pouvoir d'achat des masses s'était abaissé de 50 %, abaissant que seul, Vallière, porte-parole de la minorité révolutionnaire, avait dénoncé au congrès.

Toutes les résolutions de ce « beau et magnifique congrès » ont été enterrées. En 1946, Frachon et Jouhaux étaient en train de minimiser l'état en rapport avec le coût de la vie. Il est devenu en paroles l'axe de leur propagande ; il était contre l'échelle mobile ; il était contre Frachon, aujourd'hui, la source était, selon V. Duguet, secrétaire de la Fédération des mineurs, l'arme de classe des gristes ; aujourd'hui, les gristes sont devenus des « gréviculteurs » acharnés.

Mais une ligne est restée constante, c'est la volonté d'empêcher les masses de porter atteinte au système capitaliste. Frachon, répondant à Vallière au congrès d'avril 1946, déclarait : « Vallière nous adresse un reproche fort grave. Si nous avions mé-

rité ce reproche, dont il nous a accablés, vous auriez raison de liquider votre direction confédérale, elle aurait trahi la classe ouvrière. En effet, Vallière a dit : « Au lendemain de la Libération, il y avait d'innombrables possibilités de libération sociale, économique et politique. » ce qui veut dire, en termes clairs, qu'au lendemain de la Libération il fallait que la classe ouvrière prenne le pouvoir. Nous n'avons pas appelé les ouvriers à faire la révolution et nous considérons que nous avons eu raison. »

La ligne contre-révolutionnaire, Frachon ne l'a pas abandonnée. Car aujourd'hui, quand le Bureau confédéral appelle les masses à imposer le « gouvernement d'union démocratique », cela veut dire que dès que Thorez, Croizat, etc., siègeront aux côtés de Schuman, du M.R.P. et des radicaux, Frachon deviendra le héros du « Produire l'abond », du « blocage des salaires », du sabotage ouvert des grèves.

Les révolutionnaires, tant dans la préparation qu'un congrès de la C.G.T., feront remarquer cette permanence dans l'orientation de Frachon, permanence qui implique que les syndiqués ne doivent faire aucune confiance dans ces chefs colportés. Ils engagent les masses à combattre pour les revendications anticapitalistes du minimum vital en rapport avec le coût de la vie, sa garantie par l'échelle mobile et le contrôle ouvrier, et pour un gouvernement sans ministres capitalistes appliquant ce programme.

Le gérant : M. JULLIA. Société Nationale des Entreprises de Presse IMPRIMERIE REAUMUR 100, r. Reaumur, Paris-2 Travail exécuté par des ouvriers syndiqués